

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/N/CAN/82

27 novembre 2003

(03-6308)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais/
français

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>CANADA</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère de la Santé Les nom et adresse (y compris les numéros de téléphone et de télécopieur et les adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant) de l'organisme ou de l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doivent être indiqués si cet organisme ou cette autorité est différent de l'organisme susmentionné: Point d'information national, 270, rue Albert, bureau 200, Ottawa, Ontario, K1P 6N7 Tel.: +1 613 238 3222, Fax: +1 613 569 7808, Courriel: info@scc.ca
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Les bijoux pour enfants (ICS: 39.060, 97.190)
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Règlement proposé sur les bijoux pour enfants et décret proposé modifiant l'annexe I de la Loi sur les produits dangereux (bijoux pour enfants) (pages 3661-3672; anglais et français)
6.	Teneur: L'objet de la présente initiative de réglementation consiste à améliorer la protection de la santé et de la sécurité des Canadiens, notamment des enfants, lorsqu'ils s'exposent aux bijoux pour enfants. À cet effet, on propose un nouveau règlement en vertu de la partie II de l'annexe I de la <i>Loi sur les produits dangereux</i> (LPD), de façon à rendre illégales la publicité, la vente et l'importation au Canada des: - Bijoux pour enfants qui contiennent plus de 600 mg/kg de plomb total et plus de 90 mg/kg de plomb lixiviable ou extractible.
7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Protection de la santé humaine
8.	Documents pertinents: Gazette du Canada, Partie I, 22 novembre 2003
9.	Date projetée pour l'adoption: Date projetée pour l'entrée en vigueur: } Non établie
10.	Date limite pour la présentation des observations: 5 février 2004

- 11. Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, numéros de téléphone et de télécopieur, et adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant, d'un autre organisme:** La version électronique du texte réglementaire peut être téléchargée à:

<http://canadagazette.gc.ca/partI/2003/20031122/pdf/g1-13747.pdf>